



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°15 2024

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le Bangladesh chercherait à emprunter en yuan environ 5 Mds USD à la Chine ;
- ❖ **Bhoutan** : Le Bhoutan a investi un montant proche de 540 M USD dans les crypto-monnaies
- ❖ **Inde** : Publication par la RBI d'un projet de durcissement des règles de financement de projets ;
- ❖ **Népal** : Le secteur privé demande une augmentation des investissements pour relancer l'économie ;
- ❖ **Pakistan** : Une future réforme du système de retraite amorcée par le ministre des Finances ;
- ❖ **Sri Lanka** : Amélioration de la performance du port de Colombo ;

LE CHIFFRE A RETENIR

111 Mds USD

Montant reçu des transferts de fonds de la diaspora en Inde en 2022 selon l'Organisation Internationale pour la Migration

Bangladesh

Au dernier jour de la mission FMI, la Banque centrale annonce plusieurs mesures fortes

Alors que la mission du FMI pour la deuxième revue se concluait ce 8 mai, la Banque centrale a annoncé trois nouvelles décisions, dont certaines étaient particulièrement attendues.

Tout d'abord, la Bangladesh Bank a mis fin au mécanisme d'encadrement des taux d'intérêts pour les banques commerciales (dit SMART). SMART avait été mis en place à l'été 2023 afin d'apporter plus de souplesse, remplaçant le plafond imposé jusqu'alors par les autorités depuis avril 2020. Depuis le 8 mai, les banques peuvent déterminer elles-mêmes leurs taux d'intérêt en fonction du marché. Le mécanisme SMART, dont le corridor était centré autour de la moyenne des taux des bons du Trésor sur les six derniers mois, ralentissait la courroie de transmission pour renchérir le crédit et ainsi limiter l'inflation.

L'inflation reste en effet stable à un niveau élevé depuis plusieurs mois maintenant. Elle était de 9,81% en mars 2024 d'après le bureau des statistiques. Dans ce contexte, la Bangladesh Bank (BB) a également décidé une nouvelle augmentation de son taux directeur, passant de 8,0% à 8,5%. La dernière hausse, de 0,25 point, datait de mi-janvier.

Enfin, la BB a permis une très forte dévaluation du taka par rapport au dollar. Alors que le taux était maintenu à 110-111 taka pour un dollar depuis septembre 2023 quitte à puiser dans les réserves, la Banque centrale a introduit un taux de change flottant au sein d'un corridor (système dit « cheville rampante » ou crawling peg en anglais). La BB a par ailleurs décidé de centrer ce corridor autour de 117 taka pour un dollar, soit une dévaluation de plus de 5% de la monnaie. Cette décision permettra d'inciter le rapatriement de devises (transferts des expatriés et revenus tirés des exportations), de rendre plus attractif les exportations et de dissuader les importations, contribuant à relâcher la pression sur les réserves de change. Néanmoins, elle poussera l'inflation à la hausse, renchérissant les importations essentielles pour le pays (énergie, produits alimentaires).

La mission FMI propose de valider la troisième tranche du programme, pour un versement de 1,15 Md USD

En conclusion de la mission de deux semaines des équipes du FMI au Bangladesh, l'institution a annoncé être parvenue à un accord au niveau des services avec les autorités bangladaises. Cet accord ouvre la voie au versement de la troisième tranche du programme, qui reste conditionné à l'accord du conseil d'administration. Cette troisième tranche devait permettre un versement de 668 M USD. Il sera finalement augmenté, à la demande du gouvernement du Bangladesh, à 1152 M USD.

Le FMI, dans son communiqué, salue les réformes de la Banque centrale prise le jour même tout en appelant à un renforcement du resserrement de la politique monétaire en cas de persistance de l'inflation ou des pressions externes. Le communiqué appelle à poursuivre les efforts pour augmenter les recettes fiscales de 0,5 point de PIB dans le prochain budget et renforcer la gouvernance du secteur bancaire.

D'après la presse, le FMI a également accepté de réviser une deuxième fois à la baisse la cible de réserves de change nettes. Pour juin 2024, la nouvelle cible serait de 14,76 Mds USD contre 20,11 Mds USD initialement.

Le Bangladesh chercherait à emprunter en yuan environ 5 Mds USD à la Chine

Selon les médias bangladais, le Bangladesh prévoit de solliciter un prêt concessionnel auprès de la Chine d'un montant total de 36 Mds CNY (soit 5 Mds USD). Le principal objectif de ce prêt serait de réduire la pression sur les réserves de change, qui continuent de se réduire ces derniers mois. Le gouvernement cherche également à soutenir les importations de matières premières.

En 2023, la Chine était le premier partenaire commercial du Bangladesh. Sur l'exercice budgétaire 2022-2023, le pays a exporté environ 677 M USD de marchandises vers la Chine et en a importé plus de 22,9 Mds USD. Le Bangladesh souhaite réduire ce déficit commercial et les deux pays seraient actuellement en cours de négociation pour signer un accord de libre-échange, potentiellement avant la sortie du Bangladesh de la liste des PMA en 2026.

Le programme de développement annuel pour l'année budgétaire 2024-2025 restera stable en glissement annuel

Le programme de développement annuel (ADP) pour l'année fiscale 2024-2025 s'élèverait à 2650 Mds BDT (22.5 Mds EUR), soit un budget en légère hausse en glissement annuel (2630 Mds BDT). Il est prévu qu'environ 62% de ce programme soit financé par des ressources internes (1650 Mds BDT) alors que le reste du financement proviendra de l'aide étrangère (1000 Mds BDT).

A l'instar de l'an dernier, les secteurs des transports et des communications représenteront les principales dépenses de l'ADP (27%) alors que celui de l'énergie sera le deuxième poste le plus important avec environ 15% des dépenses totales. Alors que les allocations des deux premiers secteurs sont en baisse en glissement annuel (respectivement -7% et -8%), les dépenses allouées aux secteurs de l'éducation et de la santé augmentent, respectivement de 5,5% et 27%. Elles restent néanmoins relativement faibles, à hauteur de respectivement 12% et 8% des dépenses totales.

Bhoutan

Le Bhoutan a investi un montant proche de 540 M USD dans les crypto-monnaies

Au cours des deux derniers exercices budgétaires, soit entre juillet 2021 et juin 2023, le Bhoutan a investi un total de 539 M USD dans des opérations de minage de crypto-monnaies. Cette initiative a entraîné une diminution drastique des réserves du pays, passant de 1,27 Md USD en juillet 2021 à 832,9 M USD (-34,7%) en juin 2022, en raison de l'augmentation des importations d'équipement informatique. Cette tendance s'est poursuivie et les réserves ont atteint 573 M USD en juin 2023, représentant moins de la moitié des réserves de juin 2021.

L'investissement, réalisé par l'entreprise publique «Druk Holding and Investment» (DHI), s'est déroulé principalement entre 2019 et 2020, lorsque le prix du bitcoin oscillait entre 5 000 et 8 000 USD. L'appréciation de la valeur de la crypto-monnaie, qui a atteint 64 042 USD le 6 mai dernier, a facilité les remboursements dans les délais prévus.

Selon [le dernier rapport de la Banque mondiale](#), la DHI a financé cette entreprise grâce à des prêts de l'Autorité monétaire royale (AMR) afin de promouvoir la transformation numérique du pays et de diversifier son économie ; onze émissions d'obligations ont été réalisées jusqu'à présent. En décembre 2023, la dette intérieure du gouvernement liée à ces émissions atteignait l'équivalent de 3,3 Mds USD. Le remboursement de la DHI à la RMA pour l'exercice dernier s'établit à 224 M USD contre 315 M USD pour l'exercice en cours, conformément au calendrier de remboursement convenu.

Le produit de ces emprunts, qui ont tous été utilisés, a été employé pour importer du matériel informatique nécessaire aux opérations de minage de crypto-monnaie ainsi que pour étendre le réseau électrique du pays. Les chiffres du commerce indiquent que le Bhoutan a importé respectivement pour 1,4 Md USD et 482 M USD de matériel informatique en 2022 et 2023.

Bien que les recettes touristiques aient augmenté, les exportations d'hydroélectricité ont diminué en raison de la hausse de la consommation intérieure, principalement pour répondre aux besoins énergétiques croissants des opérations de minage de crypto-monnaie. Ces importations de matériel informatique ont creusé le déficit courant, qui s'est établi à 34,3 % du PIB au cours de l'exercice 2022-23.

Le gouvernement a affirmé que la DHI a utilisé tous les fonds issus des prêts de la RMA et qu'il n'y aura plus d'importations d'équipement informatique au cours de l'exercice 2023-24. Par conséquent, le déficit du compte courant devrait se réduire simultanément à la baisse des importations de matériel informatique. Selon l'AMR, qui estime ce déficit à 15,7 % du PIB, il devrait continuer à s'améliorer à moyen terme, soutenu par une augmentation du tourisme à partir de 2024-25 ainsi que par les exportations d'électricité avec l'achèvement du projet Puna-II au cours de l'exercice budgétaire 2025-26. Dans le même temps, les réserves de change devraient rester stables à 516 M USD au cours de l'exercice 2023-24, soit l'équivalent de 3,3 mois de couverture des importations.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Record de collecte pour la GST

Les dernières données du ministère des Finances montrent que les recettes de la taxe sur les biens et services (GST) en Inde ont franchi, pour la première fois, la barre des 2 000 Mds de roupies (23,96 Mds USD). En avril, les recettes de la GST ont ainsi augmenté de 12,4 % par rapport à l'année précédente, totalisant plus de 2 100 Mds de roupies (25,16 Mds USD), principalement portées par la croissance de la demande intérieure.

Parmi les Etats qui enregistrent la plus forte progression figurent le Mizoram qui a vu ses recettes progresser de 52% en avril, suivi par l'Uttar Pradesh (+19%), le Gujarat (+13%) et le Maharashtra (+13%).

Ainsi, la collecte de GST continue de progresser depuis son lancement en juillet 2017. Selon certains experts, le gouvernement pourrait envisager de simplifier les taux et d'élargir les biens assujettis à cette taxe, pour y inclure le gaz naturel, le tabac ou encore l'alcool. Ces réformes ne sont toutefois pas mentionnées dans le programme électoral du BJP publié mi-avril.

En revanche, le programme propose de simplifier les démarches pour les usagers, en particulier pour les PME et les petits commerçants.

Le parti d'opposition, le Congrès, souhaite pour sa part introduire une GST 2.0. basée (à quelques exceptions près) sur un taux unique et qui n'impacterait pas les populations les plus pauvres. Il propose ainsi d'exempter certains biens, comme les intrants agricoles.

Publication par la RBI d'un projet de durcissement des règles de financement de projets

La RBI a publié le 3 mai un premier projet, sous forme de lignes directrices, visant à durcir les règles de provisionnement pour les projets d'infrastructures. Ces derniers, portés par un ambitieux programme de financements publics, sont en forte croissance.

La principale mesure est une augmentation du taux de provisionnement pouvant aller jusqu'à 5% contre 0,4 % actuellement pour les prêts projets. Ce taux sera ramené à 2,5 % lorsque le projet sera opérationnel et à 1 % lorsqu'il aura généré un flux de trésorerie suffisant. Ces dispositions devraient être mises en œuvre progressivement : le taux devrait atteindre 2 % au cours de l'exercice 2024/25, 3,5 % au cours de l'exercice 2025/26 puis enfin, 5 % au cours de l'exercice 2026/27. La RBI a demandé des commentaires sur ses propositions avant le 15 juin, avant de finaliser les règles.

Suite à la publication de ce nouveau projet de directive, les actions des banques publiques, des sociétés de financement non bancaire (NBFC) et des entreprises d'infrastructure ont enregistré une chute pouvant atteindre jusqu'à 10%. Le coût associé à ces nouvelles règles pourrait en effet impacter le bilan des banques et renchérir les taux prêteurs. En conséquence, certains analystes craignent un ralentissement du momentum en cours dans le secteur des infrastructures.

Montant record d'envois de fonds de la diaspora

En 2022, l'Inde a enregistré un record en recevant plus de 111 Mds USD de transferts de fonds de la diaspora, ce qui en fait le premier pays à franchir la barre symbolique des 100 Mds USD. Selon le rapport de l'Organisation Internationale pour la Migration, l'Inde a surpassé tous les autres pays en termes de réception de transferts de la diaspora, avec une avance significative sur le Mexique, qui occupe la deuxième place.

Cette performance témoigne de l'importance de ces flux pour l'économie indienne et met en évidence le rôle crucial des travailleurs immigrés dans le soutien aux ménages indiens et plus largement, à la croissance économique du pays.

Avec la plus grande population vivant hors du pays, comptant plus de 18 millions de travailleurs, l'Inde a vu les transferts de sa diaspora doubler depuis 2010 (53 Mds USD).

Le Covid a tout de même impacté négativement le sort des travailleurs internationaux indiens. Une grande partie de ces travailleurs exerçant des emplois précaires dans les pays du Golf ont soit perdu leurs emplois soit été victimes d'abus contractuels. Le rapport souligne également un impact sur les modèles de migration du travail interne

en Inde, avec un retour des populations urbaines en zones rurales qui conduit à une précarisation des emplois.

Politique commerciale

Discussions en vue de la conclusion d'un accord pour un système de règlement en monnaie locale

Une délégation indienne a visité Abuja à l'occasion de la deuxième session du Comité mixte pour le commerce Inde-Nigéria. Les deux pays ont annoncé vouloir conclure prochainement un accord concernant pour un système de règlement en monnaie locale pour renforcer davantage leurs liens économiques.

Le Nigéria est le deuxième partenaire de l'Inde en Afrique : en 2022-23, le commerce bilatéral s'est élevé à 11,8 Mds USD (5,2 Mds USD d'exportations et 6,7 Mds USD d'importations), contre environ 15 Mds USD en 2021-22. Les exportations de l'Inde vers le Nigéria comprennent des machines, des produits pharmaceutiques, des équipements de transport, des produits électroniques et des métaux manufacturés, tandis que les importations sont principalement constituées de pétrole, de métaux non ferreux, de bois et de produits dérivés, ainsi que de noix de cajou. 135 entreprises indiennes sont actives au Nigéria pour un montant investi de 27 Mds USD.

Les deux parties ont identifié plusieurs domaines prioritaires pour renforcer le commerce bilatéral et les investissements, notamment le pétrole brut, le gaz naturel, les produits pharmaceutiques, le système de paiement en ligne UPI, les énergies renouvelables, l'agriculture ou encore le transport.

Pour rappel, l'Inde a déjà signé des accords de paiement similaires avec l'Indonésie et les Emirats Arabes Unis, permettant de régler les biens échangés en monnaies locales. Dans le cas des Emirats Arabes Unis, il permet aussi de connecter les systèmes de paiements en ligne des deux pays. Un accord était envisagé avec la Russie mais les négociations sont aujourd'hui à l'arrêt en raison d'un manque d'intérêt russe pour la roupie, compte tenu d'un déséquilibre de la balance commerciale entre les deux pays, à l'avantage de la Russie.

Maldives

Forte baisse des arrivées de touristes indiens

Sur les 3 premiers mois de l'année 2024, le nombre d'arrivées de touristes indiens aux Maldives a chuté de 38% en glissement annuel (34 847 entrées contre 56 358 l'an dernier). Pendant 3 années d'affilée, l'Inde avait été le premier pays de provenance des touristes aux Maldives. Elle n'est désormais plus que la sixième nationalité la plus représentée, derrière la Chine, la Russie, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne.

Cette baisse est toutefois compensée par le retour des touristes chinois (49 708 entrées supplémentaires soit une augmentation de 281,0% au T1 2024 par rapport au T1 2023). Sur la période, le nombre de touristes arrivés aux Maldives s'est élevé à 604 004 soit une augmentation de 15,3%. Cette évolution résulte en grande partie du revirement géopolitique opéré par le président Mohammed Muizzu. L'élection de ce

dernier, en septembre 2023, a en effet été suivie par un rapprochement avec la Chine au détriment de l'Inde.

Népal

Le secteur privé demande une augmentation des investissements pour relancer l'économie

Le président de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie népalaises, népalais, M. Dahkal, compte sur le gouvernement pour augmenter les dépenses d'investissement dans le prochain budget afin de soutenir la croissance dans un contexte de ralentissement économique. Conformément à la constitution, le budget annuel doit être présenté le 15^{ème} jour du mois de Jestha du calendrier népalais, qui tombe cette année le 28 mai.

Au fil des années, l'investissement privé est resté atone au Népal. Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires ont diminué et la consommation et l'investissement publics se sont contractés, sous l'effet des mesures d'austérité et de la faiblesse de la collecte budgétaire. Les dépenses annuelles des trois niveaux de gouvernement s'élèvent actuellement à un montant de l'ordre de 3,7 Mds USD.

Dans ce contexte, les économistes affirment qu'il n'y a pas d'environnement propice permettant au Népal d'atteindre un taux de croissance économique à deux chiffres dans un avenir proche, en raison de la faiblesse des investissements tant de la part du gouvernement que du secteur privé. L'office statistique du pays a récemment déclaré que, compte tenu de la faiblesse des investissements en cours, le taux de croissance du Népal a de forte chance de stagner.

Selon M. Dhakal, la situation des institutions bancaires et financières est préoccupante. Les bilans de la plupart des banques ne sont pas encourageants d'après le rapport de la Nepal Rastra Bank publié mi-avril. Le président de l'association a également souligné qu'un certain pourcentage des fonds provenant du Fonds de sécurité sociale, du Citizens Investment Trust et du Fonds de prévoyance des employés devait être investi dans les projets de développement et d'infrastructure afin de créer des emplois.

Pakistan

Ralentissement de l'inflation à 17,3% en g.a. au mois d'avril 2024

L'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une baisse significative au mois d'avril en s'établissant à 17,3% (en glissement annuel), selon les données publiées par le Pakistan Bureau of Statistics, soit son plus bas niveau depuis près de deux ans.

L'inflation recule de 0,4% par rapport au mois de mars 2024. L'inflation enregistrée dans les centres urbains restent toutefois à un niveau élevé (19,4% en g.a.), elle baisse principalement dans les zones rurales (14,5% en g.a.). L'inflation sous-jacente urbaine mesurée par les produits non alimentaires non énergétiques a augmenté de 13,1% en g.a. en avril 2024, contre une augmentation de 12,8% le mois précédent et de 19,5% en avril 2023. L'inflation sous-jacente rurale a augmenté à 19,3% en g.a. en avril 2024, contre une augmentation de 20% le mois précédent et de 24,9% en avril 2023.

Cette baisse tendancielle tient essentiellement au ralentissement de l'inflation sur les produits alimentaires. Le ministère des Finances et la Banque centrale tablent sur une poursuite de la baisse de l'inflation en mai.

Pour mémoire, la Banque centrale (State Bank of Pakistan-SBP) a maintenu son taux directeur inchangé (22%) lors de son dernier comité de politique monétaire en avril, estimant qu'il était prudent de poursuivre sa politique monétaire visant à ramener l'inflation dans la fourchette cible de 5-7% d'ici septembre 2025.

Visite d'une délégation d'hommes d'affaire saoudiens au Pakistan

Une délégation saoudienne était en visite au Pakistan du 5 au 7 mai, afin d'étudier les opportunités d'investissements et le développement des relations commerciales entre les deux pays. Conduite par le vice-ministre de l'investissement saoudien, Ibrahim Al-Mubarak, la délégation était composée d'une trentaine d'entreprises intéressées par des projets dans les transports, l'aviation civile, le secteur IT, l'agriculture, le secteur minier, les ressources humaines, l'énergie, la chimie et les infrastructures maritimes.

La délégation a été reçue par le Premier ministre, Shehbaz Sharif, le chef de l'armée pakistanaise (Chief of Army Staff-COAS) et des rencontres B2B ont été organisées dans le cadre d'un Forum d'investissement Arabie saoudite-Pakistan par le Special Investment Facility Council. La délégation s'est ensuite rendue à Lahore où elle a été reçue par la Chief Minister du Punjab, Maryam Nawaz Sharif.

Ce déplacement s'inscrit dans une séquence diplomatique intense entre les deux pays et qui marque un regain d'intérêt fort de l'Arabie saoudite pour le Pakistan (déplacement du Premier ministre Sharif à Riyadh début avril, visite à Islamabad du ministre des Affaires étrangères saoudien le 16 avril). Le point culminant de cette séquence serait la visite prochaine au Pakistan du Prince héritier saoudien, Mohammed bin Salman, avec la concrétisation d'une première vague d'investissements saoudiens au Pakistan de l'ordre de 5 Mds USD.

Avancées dans le processus de privatisation de Pakistan International Airlines (PIA)

La commission en charge des privatisations a annoncé que la Securities and Exchange Commission du Pakistan (SECP) a approuvé la restructuration de Pakistan International Airlines Corporation Limited (PIACL), qui consiste dans le transfert des actifs et passifs non essentiels de PIACL à PIA Holding Company Limited, entreprise qui sera détenue à 100% par le gouvernement pakistanaise, en vue de la privatisation de PIA.

Le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb, a annoncé que le processus de privatisation de PIA serait achevé d'ici juin/juillet. La date limite pour soumettre une expression d'intérêt a été repoussée de quinze jours au 18 mai. Une dizaine de compagnies aériennes, dont trois compagnies domestiques, ont candidaté à l'appel d'offres. À noter que les investisseurs étrangers ne peuvent pas acheter plus de 50 % des parts, en vertu de la loi sur l'aviation civile et des accords sur les services aériens et doivent donc s'associer à un partenaire local. Fly Jinnah, Air Sial, Arif Habib Group, Shujaat Azeem, les groupes Tabba, Tariq Group et Sehgal ont également manifesté leur intérêt pour l'acquisition de la majorité des parts de PIA.

À noter que le Pakistan People's Party (PPP) de Billawal Bhutto, pourtant membre de la coalition sans pour autant faire partie du gouvernement, a annoncé son opposition aux projets de privatisation et privilégie l'option des partenariats public-privé. Un comité du PPP a été formé, composé de la sénatrice Sherry Rehman, de l'ancien ministre du commerce Syed Naveed Qamar et du sénateur Saleem Mandviwall, afin d'engager des discussions avec le vice-premier ministre Ishaq Dar.

Visite du ministre du Plan et du Développement, Ahsan Iqbal, en Chine

Le ministre du Planning et du développement effectue une visite en Chine afin de réactiver la seconde phase du CPEC, préparer la 13^{ème} réunion de la Commission mixte de coopération entre la Chine et le Pakistan, ainsi que la visite du Premier ministre, Shehbaz Sharif, en Chine.

Parmi les autres dossiers qui seront évoqués lors de cette visite, le projet de ligne ferroviaire ML-1, la coopération avec la Chine pour la « Révolution verte 2.0 », la production de voitures électriques chinoises au Pakistan et le développement de Gwadar. La Chine et le Pakistan ont convenu d'accélérer la phase II du CPEC et de créer un groupe de travail sur cinq nouveaux corridors économiques, le Corridor de la création d'emplois, le Corridor de l'innovation, le Corridor de l'énergie verte et le Développement régional inclusif.

Une future réforme du système de retraite amorcée par le ministre des Finances

Un comité a été formé en vue de formuler des recommandations pour une réforme du système de retraite au Pakistan, notamment le report de l'âge du départ à la retraite de 60 à 65 ans, dans une optique de réduction des dépenses publiques en vue du prochain programme du Fonds monétaire international. Pour mémoire, le système de retraite au Pakistan est directement financé par le budget de l'Etat et les dépenses affectées au paiement des retraites ont augmenté fortement au cours des dernières années (elles s'élèvent pour l'exercice budgétaire en cours à 801 Mds PKR, contre 171 Mds PKR en 2014) et représentent près de la moitié des dépenses de développement.

Rapport de TRACIT sur le commerce illicite au Pakistan

Un rapport de TRACIT (Alliance transnationale pour la lutte contre le commerce illicite) présenté lors d'une conférence organisée par le think-tank PRIME Policy Research Institute of Market Economy recommande la création d'une instance de coordination de la lutte contre le commerce illicite au Pakistan où l'économie souterraine équivaut à environ 40 % du PIB, soit 68 Mds USD. Le Pakistan devrait renforcer la coopération en matière d'application des lois et le partage de renseignements avec les pays voisins, en particulier là où le commerce illicite de produits pétroliers et de tabac génère des revenus pour les groupes criminels organisés et terroristes, recommande le rapport. Le rapport indique que 40 % des médicaments vendus dans le pays sont contrefaits ou de qualité inférieure. Le rapport révèle que plus de la moitié des cigarettes consommées au Pakistan sont vendues sans s'acquitter des taxes, ce qui entraîne une perte annuelle de recettes fiscales d'environ 860 M USD. Depuis l'imposition récente de taxes d'accise fédérales, la part des cigarettes importées illégalement a augmenté, représentant désormais près des deux tiers du marché.

Sri Lanka

Chiffres du commerce extérieur au premier trimestre

Les exportations de Sri Lanka au T1 2024 ont augmenté de 5,7% par rapport au T1 2023, atteignant ainsi une valeur nominale de 3,2 Mds USD. Les produits porteurs de cette croissance sont notamment le thé (+12,9%), le caoutchouc (+10,2%), la noix de coco (+25,2%), ainsi que les produits alimentaires transformés (+77,12%). A l'inverse, les secteurs qui enregistrent une baisse en glissement annuel sont le textile-habillement (-1,9%), les épices et huiles essentielles (-31,6%), les fruits de mer (-4,1%) ainsi que les composantes électriques et électroniques (-15,5%). Les importations quant à elles ont crû plus rapidement, à hauteur de 16,8% en g.a ce qui illustre la reprise économique. Sont notamment responsables de cette hausse les achats de pétrole brut (+61,3%), de métaux (+175,6%), de produits chimiques (+26,1%), de machines et équipements (+28,0%) et de matériaux de construction (+30,3%).

On note qu'au sein des secteurs d'importation en baisse se trouvent les produits médicaux et pharmaceutiques (-15,1%) ainsi que le charbon (-53,1%). Dans ce contexte, le déficit commercial s'est creusé de 37,1% pour atteindre 1,2 Mds USD au T1 2024 contre 896 M USD au T1 2023. Sur cette période, les exportations à destination des 15 premiers partenaires commerciaux du pays ont légèrement augmenté (+5,71%), en dépit des exceptions notables des Etats-Unis (-1,4%), de l'Inde (-12,5%) et des Emirats Arabes Unis (-23,4%). Les pays vers lesquels les hausses des exportations sont les plus fortes sont le Royaume-Uni (+6,6%), l'Allemagne (+6,3%), les Pays-Bas (+5,0%) et la France (+5,8%). Les Etats-Unis restent le premier client de Sri Lanka avec 22,5% de part de marché, suivis de l'Europe avec 21,2% de part de marché au premier trimestre.

Amélioration de la performance du port de Colombo

Le port de Colombo a enregistré au premier trimestre 2024 une augmentation significative de 24 % du volume total de conteneurs, dépassant ainsi les 2 millions d'EVP. L'Autorité portuaire du Sri Lanka (SLPA) a noté une croissance similaire de 24,2 % du volume global de transbordement, atteignant 1,73 millions d'EVP. Cette expansion renforce la position stratégique de Colombo en tant que principal centre de transbordement sur la route maritime Est-Ouest. Cette croissance est attribuée à divers facteurs, notamment la crise actuelle en mer Rouge. Le président de la SLPA, Keith D. Bernard, a souligné le rôle croissant de Colombo en tant que pôle de transbordement clé pour le Moyen-Orient. L'achèvement de la deuxième phase de l'extension du terminal à conteneurs Est (ECT) dont la capacité devrait être portée à 3 MEVP ainsi que l'entrée en service du Western terminal avec une capacité totale de 3,2 MEVP développé par l'entreprise indienne Adani renforceront la position de Colombo en tant que principal port de la région, permettant de manipuler des volumes plus importants à l'avenir (14 millions de conteneurs EVP).

Partenariat entre Melco et John Keells Group

Un partenariat majeur a été annoncé entre Melco, un opérateur de casinos basé à Macao, et le conglomérat sri lankais John Keells Group concernant le projet Cinnamon Life Integrated Resort pour un investissement d'1 Md USD. Une filiale sri lankaise de Melco se verra attribuer une licence de jeu pour une durée de 20 ans délivrée par le gouvernement de Sri Lanka et aura la responsabilité d'installer (125 MUSD d'investissement en équipement) et de gérer un casino dans le complexe immobilier

développé par John Keells. Rebaptisé "City of Dreams Sri Lanka", ce complexe comprendra deux hôtels de luxe, ainsi qu'un centre commercial et de divertissement. Ce complexe est destiné à stimuler le tourisme, les revenus en devises et la création d'emplois dans la région de Colombo. Il devrait ouvrir ses portes au troisième trimestre 2024.

La gestion de l'aéroport de Mattala confiée à une joint-venture indo-russe

Le 25 avril 2024, le conseil des ministres a approuvé l'attribution du marché relatif à l'exploitation de l'aéroport international de Mattala pour une durée de 30 ans au consortium formé par la société indienne Shaurya Aeronautics Ltd et la société russe Airport of Regions en Russie. Pour mémoire, l'aéroport de Mattala a été inauguré en 2013. Il a été construit par la société China Harbour Engineering Company avec un financement de China Exim Bank.

Depuis son entrée en service, son activité est extrêmement réduite du fait de la concurrence de l'aéroport de Colombo et de perturbations induites par la présence à proximité d'une réserve ornithologique. Ainsi, actuellement, il n'accueille que trois vols par semaine. L'aéroport de Mattala se situe à proximité du port de Hambantota, port exploité par un partenariat public-privé entre l'Autorité portuaire du Sri Lanka et China Merchant Port Holdings.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr